

La Presse

1 . La Presse. 1839-08-26.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

ABONNEMENTS
Datent des 1^{er} et 15 du mois
RUE SAINT-GEORGES, 16.



LA PRESSE

ANNONCES
1 franc 50 centimes la ligne,
RUE SAINT-GEORGES, 16.

Paris, 25 août.

DE L'ASSOCIATION ALLEMANDE DES DOUANES (1).

L'Allemagne, c'est-à-dire la confédération allemande des douanes, dispose aujourd'hui d'un marché qui renferme vingt-cinq millions d'habitants. Avant l'organisation de l'union, le pays était coupé par plus de quarante lignes de douanes : le commerce d'exportation et d'importation ne se faisait que par la Prusse, qui a des ports sur la Baltique et par les états qui touchaient aux rives du Rhin. Les entraves pour la circulation des marchandises étaient sans nombre, et par une rivalité mal entendue, les gouvernements allemands élevaient des barrières contre barrières. Le commerce et l'industrie souffraient également de ce régime; les capitaux restaient sans mouvement et l'activité la mieux entendue restait toujours renfermée dans un cercle étroit.

L'association a donné tout à coup à la Prusse et à l'Allemagne tous les avantages d'un grand pays; l'approvisionnement intérieur est devenu très facile; une foule d'objets qu'on cherchait autrefois à l'étranger sont maintenant livrés par les états associés. Les capitaux de la Bavière se portent maintenant dans le Wurtemberg, et réciproquement; les ouvriers ne sont plus assujétis à une seule et même localité, et l'industriel peut choisir l'emplacement de sa manufacture sans crainte d'être gêné par les douanes.

Les documents officiels ne sont pas publiés en Prusse et dans l'Union allemande avec la même régularité qu'en France et en Angleterre, et les chiffres se rapportant au commerce et à l'industrie, et qui sont à notre connaissance, ne dépassent pas l'année 1836. Ils suffisent toutefois pour donner une idée de l'influence de l'union, et nous allons par conséquent les résumer sommairement en les accompagnant de quelques explications et de faits qui leur donnent une plus grande autorité. Dans les tableaux qui ont été publiés, les produits des droits sont confondus; on n'a fait aucune distinction entre les recettes d'entrée, de sortie et de transit; mais comme les deux dernières taxes sont extrêmement faibles, elles ne donnent presque pas de recette, et on peut sans inconvénient porter la totalité des droits au compte des droits d'entrée.

Les statisticiens qui ont compulsé les matériaux des tableaux de douanes ont classé les marchandises en cinq catégories différentes. La première comprend les objets qui n'ont pas de similaires dans l'association, tels que denrées coloniales; la deuxième les objets qui ont leur similaires dans l'union, tels que vins, tabacs, bestiaux, etc.; la troisième les matières nécessaires à l'industrie, fils, fers, cuivre, laiton, cuirs, huiles, résines, matières tinctoriales; la quatrième les produits manufacturés, tissus de tous genres, poteries, papiers, machines; la cinquième comprend enfin tous les objets qui ne paient qu'un franc 85 c. de droit d'entrée par quintal, et qui ne donnent qu'une très faible recette.

Quoique la constitution définitive de l'union ne date que de 1836, on peut cependant la considérer comme assise dès 1833. Car à cette époque elle comptait déjà plus de 23 millions d'habitants, et les adjonctions subséquentes n'ont pu la modifier sensiblement. En évaluant maintenant pour les cinq classes de marchandises les droits d'entrée en centièmes, on verra dans quel rapport les importations ont eu lieu dans les années 1833, 1834 et 1835.

Les denrées coloniales, c'est-à-dire les objets qui ne se produisent pas dans l'association, entraînent, en 1833, pour 46 centièmes et demi; dans les recettes, en 1834, pour 49 centièmes, et en 1835 pour près de 55 centièmes. Les objets de la deuxième classe, c'est-à-dire ceux qui ont leurs similaires dans l'Union, ont suivi une progression inverse. Ils figuraient en 1833 pour 29 1/3 de c^m dans les recettes, en 1834 pour 27 1/4, et en 1835 pour 24 1/5 seulement. L'entrée des matières nécessaires à l'industrie a subi une légère augmentation; elle est, pour les trois années en question, évaluée en centièmes : à 9 1/6, 10 1/2 et 9 1/2. Il y a eu une dépression sensible dans l'introduction des produits manufacturés; elle est indiquée par les chiffres 13 1/2, 11 et 10 2/5. Les produits de la cinquième classe sont absolument sans importance. Voici maintenant les observations qui se déduisent des chiffres, ou, pour mieux dire, des rapports qu'on vient de lire.

Les importations et les exportations, depuis la formation de l'u-

(1) Voir la Presse du 17 août.

FEUILLETON DE LA PRESSE.

UNE PRINCESSE PARISIENNE (1).

SCÈNE DE LA VIE PARISIENNE,

DÉDIÉ À MON AMI THÉOPHILE GAUTIER.

VIII. — Horrible épreuve.

Le lendemain, sur les deux heures, madame d'Espard qui, depuis près d'un mois, ne voyait plus la princesse, et n'en avait pas reçu un seul trait de mot, vint amenée par une excessive curiosité. Rien de plus plaisant que la conversation de ces deux fines couleuvres pendant la première demi-heure. Diane d'Uxelles se gardait comme de porter une robe jaune, de parler de d'Arthez. La marquise tournait autour de cette question comme un Bédouin autour d'une riche caravane. Diane s'amusait, la marquise enrageait. Diane attendait, elle voulait utiliser son amie, et s'en faire un chien de chasse. De ces deux femmes si célèbres dans le monde actuel, l'une était plus forte que l'autre. La princesse dominait de toute sa tête la marquise, et la marquise reconnaissait intérieurement cette supériorité. Là, peut-être, était le secret de leur amitié. La plus faible se tenait tapie dans son faux attachement pour épier l'heure si longtemps attendue par tous les faibles, de sauter à la gorge des forts, et leur imprimer la marque d'une joyeuse morsure. Diane y voyait clair. Le monde entier était la dupe de leurs calineries. A l'instant où la princesse vit une interrogation sur les lèvres de son amie, elle lui dit : — Eh bien ! ma chère, je vous dois un bonheur complet, immense, infini, céleste.

— Que voulez-vous dire ?

— Vous souvenez-vous de ce que nous disions il y a un mois, dans ce petit jardin, sur le banc, au soleil, sous le jasmin... Ah ! il n'y a que les gens de génie qui sachent aimer. J'appliquerais volontiers à mon grand Daniel d'Arthez le mot du duc d'Albe à Catherine de Médicis : la tête d'un seul saumon vaut celle de toutes les grenouilles...

— Je ne m'étonne plus de ne plus vous voir, dit Mme d'Espard.

(1) Voir la Presse des 20, 21, 22, 23 et 25 août.

nion, ne se sont pas accrues dans la même proportion que la population, c'est-à-dire que l'adhésion successive des états allemands n'a pas donné une augmentation proportionnelle dans les entrées, quoique la situation commerciale soit maintenant bien plus favorable. Ce phénomène s'explique de la manière suivante : Le marché est devenu pour chaque état, pour chaque producteur, bien plus étendu depuis l'union; ce que les pays isolés tiraient du dehors, ils le trouvent maintenant dans l'association, et une foule de produits manufacturés qui passaient autrefois d'un pays à l'autre et qui figuraient naturellement dans les chapitres d'importation et d'exportation, circulent maintenant librement et ne donnent plus lieu à des mentions fiscales et douanières. Lorsque le marché prussien était borné à une population de 13 millions d'habitants, les résultats pour la consommation des blés, des bestiaux, des tissus, ne pouvaient être les mêmes que pour un marché d'une population de 25 millions d'habitants. La masse de certaines productions a dû s'accroître, et les industries les plus avancées de chaque pays ont dû étendre leur débit dans toute l'association. Ainsi les fabriques de coton de la Saxe, supérieures à celles de la Prusse, ont tout-à-coup trouvé de nouveaux débouchés, et celles-ci, pour ne pas disparaître, ont dû se mettre au niveau des premières pour soutenir la concurrence. C'est ainsi que le consommateur a trouvé un avantage, tant sous le rapport de la qualité que sous celui du prix.

Cependant la réduction dans les importations n'a lieu que pour les marchandises que l'association produit ou fournit elle-même, et le mouvement de la première classe de produits a suivi une autre loi que celui de la deuxième et de la quatrième classes. En effet, les droits sur les denrées coloniales se sont élevés en trois années dans le rapport de 46 à 55, ce qui indique une plus grande consommation et par conséquent une plus grande aisance. La diminution dans les importations des marchandises de la seconde classe est un signe favorable; elle est même une conséquence nécessaire de l'association. Ainsi les bières et les vins qui entrent de la Bavière en Prusse figuraient autrefois parmi les articles d'importation, les céréales et les bestiaux, qui passent du Wurtemberg dans la Hesse et dans les provinces rhénanes, ne sont plus aujourd'hui des articles d'importation. En 1831, la Prusse tirait de la Hongrie, de la France et de la Bavière, 150,000 quintaux de vins. Les 30,000 quintaux environ qui provenaient de l'Allemagne ne paient maintenant plus de droits et ne figurent plus dans les tables d'importation de la Prusse; on peut même affirmer que la consommation des vins bavarais affranchis des taxes aura augmenté en Prusse au détriment des vins français et hongrois. La suppression des droits sur les marchandises de la seconde classe est une perte fiscale. Mais les Bavares, les Hessois ont trouvé un nouveau débouché pour leurs vins, et la Prusse les reçoit à meilleur compte qu'auparavant; ce sont de nouvelles facilités, de nouveaux moyens d'échange.

Les matières nécessaires à l'industrie ont suivi une légère progression ascendante dans l'importation; cela accuse un développement dans l'industrie manufacturière et une extension dans la consommation ou dans la sortie des produits fabriqués. L'importation des produits manufacturés, c'est-à-dire de ceux de la quatrième classe a, au contraire, diminué. Cela devait être ainsi; car, du moment que l'entrée des cotons bruts, par exemple, s'accroît, et que celle des cotons ouvrés diminue, il y a nécessairement progrès dans les fabriques du pays et dans la consommation.

Mais c'est toujours la première classe de marchandises qui fournit les meilleures indications pour juger la prospérité croissante de l'association. L'importation des denrées coloniales s'élevait, en 1834, à 1,245,200 quintaux, en 1835, à 1,629,900 quintaux, et en 1836, à 1,843,000 quintaux. L'importation du coton en laine s'est élevée, en 1835, à 121,000, en 1836, elle était de 187,000 quintaux.

La culture du vin et du tabac font de rapides progrès dans l'association, et l'entrée de ces deux articles diminue d'année en année. La Prusse récoltait avant 1828, en moyenne, 25 millions de litres de vin, aujourd'hui cette récolte est doublée, et cela, ainsi que nous l'avons dit plus haut, au détriment des vins français. Quant au tabac, les importations sont tombées dans un espace de temps assez court de 185 mille quintaux à 110 mille, mais les cultures de l'association se sont non-seulement étendues au point de combler ce dé-

ficit, mais elles répondent encore à une plus grande consommation.

Les données que nous venons d'exposer suffisent pour faire apprécier l'action des douanes prussiennes dans toute l'étendue de l'association. Ces chiffres établissent que la consommation des marchandises exotiques s'est accrue dans tous les états de la confédération, que la concurrence faite par l'étranger aux produits naturels indigènes, a diminué par suite du développement et du perfectionnement des cultures; les matières étrangères, nécessaires à l'industrie ont trouvé un plus grand débit; et enfin, les produits manufacturés consommés dans l'intérieur de l'union ou livrés à l'exportation, accusent un mouvement industriel progressif. Le résultat général et actuel, obtenu par l'association, est, par conséquent, un plus grand développement des facultés productrices, un accroissement de richesse et de bien-être et une liberté d'action qui aura dans l'avenir les plus heureuses conséquences.

L'union n'a pas sensiblement modifié nos relations commerciales avec l'Allemagne parce que des tarifs bien calculés permettaient l'entrée de nos marchandises dans la confédération. Mais si nous persistons à conserver nos barrières, il viendra un moment où l'association ne pourra plus nous apporter ses produits pour prendre en échange les nôtres; il faut qu'il y ait dans les échanges une certaine réciprocité d'avantages, sans lesquels les transactions s'arrêtent bientôt. Que le gouvernement étudie donc cette grave question; s'il ne peut, ou s'il ne veut pas étendre les débouchés pour nos vins, pour nos soieries, qu'il aise à les conserver. L'Allemagne est moins égoïste que l'Angleterre; en prêchant la liberté commerciale, elle joint l'exemple au précepte. Nos voisins de l'autre côté du détroit veulent modifier les tarifs de toutes les nations sans toucher aux leurs; de pareilles dispositions nous montrent que nos intérêts commerciaux sont tout au moins autant sur les bords du Rhin que dans les trois royaumes. L'union allemande n'aura jamais une autre Inde pour y porter ses produits, mais elle peut exercer malgré cela une grande influence sur les destinées industrielles de l'Europe et offrir à la France des avantages que nous chercherions en vain dans la Grande-Bretagne.

Bien que cela ne tire pas à grande conséquence, nous n'en devons pas moins consigner, que le *Journal de Paris*, qui a tort ou à raison passe pour être l'expression de l'opinion de la majorité du conseil, se prononce aujourd'hui en faveur de la réforme électorale. Les chambres désœuvrées n'ont-elles donc plus de lois utiles et urgentes à faire? Celles promises en complément de la charte ont-elles donc toutes été promulguées? La responsabilité ministérielle, la liberté de l'instruction, etc., etc., sont-elles donc réglées? Toutes les grandes questions qui tiennent en suspens les grands intérêts industriels et commerciaux de la France ont-elles donc été résolues?

Le *Journal des Débats* poursuit le cours de ses variations. Il y a quelques jours, il était tout feu pour les intérêts du pacha d'Egypte; il rompait des lances avec la presse anglaise, qui se montrait mal disposée à l'égard du vainqueur de Nezib. Aujourd'hui, le voilà tout-à-fait rapatrié avec la politique de l'Angleterre, et il trouve très convenable que nous nous fassions les exécuteurs de tous ses mauvais desseins contre Méhemet-Ali. *E sempre bene.*

Nous nous bornons à constater le fait.

Nous empruntons le passage suivant à la première livraison d'un recueil infiniment remarquable, publié à Bruxelles sous ce titre, *Revue nationale de Belgique* :

«... Nous n'hésitons pas à ranger l'alliance russe parmi les conséquences de la politique future de M. Thiers. Comme l'agrandissement de la position extérieure de la France, elle est bien évidemment au fond de ses prévisions. Il serait puéril de croire que parce que, dans l'intérêt de la fondation du gouvernement actuel et dans celui de la question espagnole qui l'a beaucoup préoccupé pendant ces dernières années, M. Thiers a été le soutien de l'alliance anglaise qu'il semblait dernièrement encore vouloir resserrer, il y fût lié à tout jamais. Personne, moins que M. Thiers, ne fait des alliances une question de sentiment ou de principes; personne plus que lui, ne les réduit à une seule question d'intérêt et de circonstances. Voici en quels termes lui-même appréciait l'alliance anglaise et l'alliance russe dès 1831 :

— Promettez-moi, si vous le voyez, de ne pas lui dire un mot de moi, mon ange, dit la princesse en prenant la main de la marquise. Je suis heureuse ! oh ! mais heureuse au-delà de toute expression ! et vous savez combien dans le monde un mot, une plaisanterie vont loin. Une parole tue, tant on sait mettre de venin dans une parole ! Si vous saviez combien, depuis huit jours, j'ai désiré pour vous une semblable passion ! Enfin, il est bien doux, c'est un bien beau triomphe pour nous autres femmes, de nous endormir, d'achever notre vie de femme dans un amour ardent, pur, dévoué, complet, entier, surtout quand on l'a cherché pendant si long-temps.

— Pourquoi me demandez-vous d'être fidèle à ma meilleure amie, dit Mme d'Espard. Vous me croyez donc capable de vous jouer un vilain tour ?

— Quand une femme possède un tel trésor, la crainte de le perdre est un sentiment si naturel, qu'elle inspire les idées de la peur. Je suis absurde, pardonnez-moi, ma chère.

— Quelques moments après, la marquise sortit. En la voyant partir, la princesse se dit : Comme elle va m'arranger ! puisse-t-elle tout dire sur moi ; mais pour lui épargner la peine d'arracher d'Arthez d'ici, je vais le lui enlever.

A trois heures, quelques instants après, d'Arthez vint. Au milieu d'un discours intéressant, la princesse lui coupa net la parole, et lui posa sa belle main sur le bras.

— Pardon, mon ami, lui dit-elle en l'interrompant, mais j'oublierais cette chose qui semble une niaiserie, et qui cependant est de la dernière importance. Vous n'avez pas mis le pied chez Mme d'Espard depuis le jour mille fois heureux où je vous y ai rencontré ; allez y, non pas pour vous, ni par politesse, mais pour moi. Peut-être m'en avez-vous fait une ennemie si elle a par hasard appris que depuis son dîner vous n'êtes pour ainsi dire pas sorti de chez moi. D'ailleurs, mon ami, je n'aimerais pas à vous voir abandonner vos relations et le monde, ni vos occupations et vos ouvrages. Je serais encore étrangement calomniée. On dirait que je vous tiens en lesse, que je vous absorbe, que je crains les comparaisons que je veux encore faire parler de moi. Si vous m'aimez, je vous ordonne de faire penser tout le contraire. Nous devons être deux amis pour le public. Continuez.

D'Arthez fut pour toujours discipliné par l'ineffable douceur avec la-

quelle cette gracieuse femme arrangeait sa robe pour tomber en terre d'élégance : il y avait je ne sais quoi de fin, de délicat dans ce discours qui le toucha aux larmes. La princesse sortait de toutes les conditions ignobles et bourgeoises des femmes qui se disputent et se chicanent pièce à pièce sur des divans, elle déployait une grandeur inouïe. Elle n'avait pas besoin de le dire, c'était entendu entre eux noblement. Ce n'était ni hier, ni demain, ni aujourd'hui, ce serait quand ils le voudraient l'un et l'autre, sans les interminables bandelettes de ce que les femmes vulgaires nomment le sacrifice, parce que sans doute elles savent tout ce qu'elles y perdent ; mais n'est-ce pas une fête pour celles qui sont sûres d'y gagner ? Enfin, dans cette phrase, tout était vague comme une promesse, doux comme une espérance et néanmoins certain comme un droit. Avouons-le ! ces sortes de grandeurs n'appartiennent qu'à ces illustres et sublimes trompeuses. Elles restent royales encore là où les autres femmes deviennent sujettes. D'Arthez put alors mesurer la distance qui existe entre ces femmes et les autres. La princesse se montrait alors digne et belle. Le secret de cette noblesse est peut-être dans l'art avec lequel les grandes dames savent se dégonfler de tous leurs voiles. Elles arrivent à être, dans cette situation, comme des statues antiques. Enlarnaché de tendresse, maintenu par les plus splendides vertus, d'Arthez obéit et alla chez Mme d'Espard qui déploya pour lui ses plus charmantes coquetteries. La marquise se garda bien de dire à d'Arthez un mot de la princesse, mais elle le pria à dîner pour un prochain jour. D'Arthez vit ce jour-là nombreuse compagnie, il y avait Castignac, Blondet, le marquis d'Ajuda Pinto, Maxime de Trailles, le marquis d'Esgrignon, les deux Vandenesse, du Tillet, un des plus riches banquiers de Paris, le baron de Nucingen, Nathan, lady Dudley, deux des plus perfides attachés d'ambassade, et le chevalier d'Espard, l'un des plus profonds personnages de ce salon, la moitié de la politique de sa belle-sœur. Ce fut en riant que Maxime de Trailles dit à d'Arthez : — Vous voyez beaucoup la princesse de Cadignan !

D'Arthez fit en réponse à cette question une sèche inclination de tête. Maxime de Trailles était un brave d'un ordre supérieur, sans foi ni loi, capable de tout, ruinant les femmes qui s'attachaient à lui, leur faisant mettre leurs diamans en gage, mais couvrant cette conduite d'un vernis de manières et d'un esprit satanique. Il inspirait à tout le monde une crainte et un mépris égal ; mais comme personne n'était assez hardi pour

« Nous devions, disait-il, nous appuyer sur quelqu'un : c'était naturellement l'Angleterre. Elle avait eu son jour, mais sous forme parlementaire, comme cela se passe chez elle. Les whigs étaient au pouvoir. Elle travaillait à la réforme; elle voulait la paix, elle était dans toutes nos idées. Nous l'avons eue pour amie et pour médiatrice. A cela certains politiques font une objection. La Russie, disent-ils, est plus naturellement notre alliée que l'Angleterre; les territoires étant plus éloignés, les intérêts ne sont pas contraires; et, par exemple, ajoute-t-on, la Russie nous aurait laissé prendre la Belgique, l'Angleterre jamais. Ces belles considérations sont malheureusement tout à fait hors de propos. Si nous avions voulu faire une guerre de conquêtes, assurément ce n'eût pas été avec l'Angleterre que nous aurions eu le plus d'analogie d'intérêts. Mais il s'agissait de résoudre des difficultés de principes, d'introduire la révolution dans le conseil des puissances, de régler son état dans le monde, surtout de lui sacrifier un royaume, et en vérité, pour une pareille œuvre, l'Angleterre valait mieux que la Russie, à moins toutefois qu'on ne voulût faire dix campagnes (1). »

« Aujourd'hui que la monarchie de juillet est introduite dans le conseil des puissances, que son état dans le monde est réglé, que le royaume des Pays-Bas est détruit, pense-t-on que dans l'esprit de M. Thiers les liens de l'alliance anglaise soient encore bien inviolables? La mobilité des alliances suivant les intérêts et les situations, est un principe qu'il a lui-même longuement défendu à la tribune en 1856, et qu'avec l'énergique lucidité de sa parole il résumait en ces mots : « Celui qui, un jour donné, a le même intérêt que nous, celui-là est notre allié ce jour-là (2). »

« Que M. Thiers donc soit destiné à devenir le défenseur de l'alliance russe, aussitôt que cette alliance lui semblera possible et opportune, c'est une question sur laquelle il nous serait difficile de conserver le doute; comme il est aisé de prévoir qu'un jour peut venir où cette alliance sera dans le côté gauche aussi populaire que l'alliance anglaise a pu l'être antérieurement. »

Par l'extrait que nous avons donné hier du *National*, on a pu voir que dans cette supposition, M. Thiers ne faisait que revenir à ses premières opinions qui étaient celles aussi des généraux Foy, Lamarque, et des chefs de l'opposition sous la Restauration.

La *Revue de Paris* publie les renseignements suivants sur le port de Portendic :

« Toutefois, les choses n'iront pas plus loin. Portendic, situé dans les pays des Maures Aulad-Ahmet-Dohman, sur la côte du Sénégal, dans la partie de l'Afrique française, n'a d'habitants qu'au moment de la récolte de la gomme et de la vente de cette denrée aux bâtiments européens. A l'époque de ce marché, il a toujours été d'usage d'interdire aux bâtiments étrangers l'approche de Portendic. Les esclaves ou lieux de marché de la côte du Sénégal, où se fait le commerce de la gomme, sont en petit nombre et se réduisent, outre Portendic, à l'escale du Coq, près de Podor, à l'escale de Darmanikours, près de Saint-Louis, et à celle des Trarzas, au-dessus de Dagana. Portendic, plus à portée des Anglais de la colonie de Bathurst, sur l'île Sainte-Marie, a excité leur attention, et ils ont voulu disputer à la France un commerce qu'elle s'est réservé de tout temps dans cette possession. Or, les profits de ce commerce sont peu importants, c'est le seul qui nous reste dans ces parages; et le gouvernement français ne peut, dans l'intérêt de notre marine, refuser son appui à ceux de nos nationaux qui osent s'y livrer. Il faut savoir que les expéditions pour le commerce des gommages, exposent ceux qui les tentent, à nombre de périls et de mauvaises chances. Quelque la navigation de cette partie de la côte du Sénégal ne soit dangereuse que dans la mauvaise saison, les assureurs demandent des primes très élevées, car les navires partant des ports de France dans la bonne saison arrivent au Sénégal dans la mauvaise, et vice versa. Au retour, les navires sont souvent forcés de mouiller au-dessus du fleuve pour compléter leur chargement, opération dangereuse; et le chargement même, qui se compose de gomme, s'avarie et se détruit par le seul contact de l'eau. Quelques marchands anglais ayant violé notre blocus et commencé des opérations de commerce avec les Maures, éprouvèrent des pertes par suite de la résistance de nos agents, qui les forçaient à se retirer. Ce sont leurs réclamations, portées à la chambre haute, par lord Strangford, que lord Melbourne a accueillies en termes menaçants pour la France.

« Lord Melbourne a annoncé que les réclamations des négociants anglais, élevées depuis cinq ans, ont subi le contrôle des juristes les plus attachés aux conseils de la couronne, qui les ont trouvées valables. Le gouvernement français peut opposer des autorités non moins imposantes à ses yeux. Nous savons, pour ne parler que des dernières circonstances relatives à cette question, que sous le ministère du 15 avril, lord Granville rappela ces réclamations au ministre des affaires étrangères, et lui annonça que lord Palmerston était forcé de les appuyer chaudement, car des négociants influents de la Cité étaient intéressés dans cette affaire, et ils avaient les moyens d'en faire parler, avec quelque retentissement, dans les chambres anglaises. On sait combien le gouvernement anglais redoute les attaques de ce genre, et lord Melbourne, en parlant encore plus haut que lord Strangford qui réclamait, a eu, non le dessein d'offenser la France, mais de se concilier les puissances de la bourse de Londres. Après la communication qui lui fut faite, M. Molé demanda l'avis écrit du bureau du contentieux des affaires étrangères, et un rapport étendu de M. Rossi, notre célèbre légiste, attaché comme juriconsulte à ce département, fut bientôt remis au ministre, qui le communiqua à l'ambassadeur d'Angleterre; mais lord Granville refusa d'en prendre connaissance, alléguant son peu d'habitude des affaires de ce genre. Des lors, le ministre lui annonça que la difficulté allait être déferée au conseil d'état, qui prononcera conformément à l'avis du comité des affaires étrangères. Le droit d'un seul des négociants anglais à obtenir une

(1) *Monarchie de 1850*, pag. 105.
(2) *Moniteur universel*, séance de la chambre des députés, 1^{er} juillet 1856.

lui témoigner autre chose que les sentiments les plus courtois, il ne pouvait s'apercevoir de rien, ou il se prêtait à la dissimulation générale. Il devait au comte de Marsay, le premier ministre, le dernier degré d'élévation auquel il pouvait arriver. De Marsay le connaissait de longue main, et il l'avait jugé capable de remplir les fonctions secrètes et diplomatiques qu'il lui donnait et dont il s'acquittait à merveille. D'Arthez était depuis un an assez mêlé aux affaires politiques, pour savoir ce qu'était ce personnage, et lui seul peut-être avait un caractère assez élevé pour exprimer hautement ce que tout le monde pensait tout bas.

— C'est sans doute pour elle que vous négligez la chambre, dit le baron de Nucingen.

— Ah ! la princesse est une des femmes les plus dangereuses chez les quelles un homme puisse mettre le pied, s'écria doucement le marquis d'Egrignon, c'est à elle que je dois l'infamie de mon mariage.

— Dangereuse, dit Mme d'Espard, elle est ma meilleure amie, et je n'ai jamais rien su, ni vu d'elle qui ne me paraisse tenir des sentiments les plus élevés.

— Lai-les donc dire le marquis, s'écria Rastignac, quand un homme a été désarçonné par un joli cheval, il lui trouve des vices et il le vend.

Piqué par ce mot, le marquis d'Egrignon regarda Daniel d'Arthez et lui dit : — Monsieur n'en est pas, j'espère, avec la princesse, à un point qui nous empêche de parler d'elle.

D'Arthez garda le silence. D'Egrignon, qui ne manquait pas d'esprit, fit en réponse à Rastignac un portrait apologetique de la princesse qui mit la table en belle humeur. Comme cette raillerie était excessive, comme obscure pour d'Arthez, il se pencha vers madame de Montcornet sa voisine, et lui demanda le sens de ces plaisanteries.

— Mais, excepté vous, à en juger par la bonne opinion que vous avez de la princesse, tous les convives ont été, dit-on, dans ses bonnes grâces.

— Je puis vous assurer qu'il n'y a rien que de faux dans cette opinion.

— Cependant, voici M. d'Egrignon, un gentilhomme du Perche, qui s'est complètement ruiné pour elle, il y a douze ans, et qui a failli monter sur l'échafaud...

— Je sais, dit d'Arthez, elle a été le sauver de la cour d'assises, et voilà comment il l'en récompense aujourd'hui.

indemnité de quelques mille francs, fut reconnue, et cette indemnité n'était accordée qu'en raison de quelques circonstances particulières.

« Quant à la question de propriété du port de Portendic, elle ne saurait être douteuse. Il appartient à la France et fait partie des colonies, pêcheries et établissements de toute nature que possédait la France au 1^{er} janvier 1792, et que l'Angleterre lui a rendus par l'article 8 du traité de 1814. Le port et la côte de Portendic avaient été cédés à la France par le traité de 1785. En 1787, il est vrai, le gouvernement français détruisit le fort de Portendic, et concentra nos établissements à Saint-Louis du Sénégal. Mais l'occupation ou l'abandon d'un fort constituent-ils une question territoriale? Jamais aucun des légistes, même anglais, qui ont fixé le droit des nations, n'ont admis une semblable doctrine. Jadis la république de Venise avait de nombreuses possessions dans l'Albanie, comme Buntino, par exemple, qui est en face de Corfou. Ils n'y bâtaient pas de fort, mais il se bornaient à y envoyer quelquefois une galère chargée de forçats qui y coupaient du bois, uniquement pour constater leur droit de possession. Les croisières de nos navires et le commerce de gomme que nous faisons sur cette côte, pourraient ne pas constituer un droit aux yeux des Anglais; mais les règlements que nous maintenons à Portendic, au sujet de la gomme, dont nous nous réservons le trafic à une certaine époque, empêcheront toute prescription de s'établir. L'article 11 du traité de 1785 accordait, il est vrai, aux Anglais, de faire le commerce de gomme à Portendic, à condition de n'y former aucun établissement de quelque nature qu'il soit; mais la France est souveraine sur cette côte, et ne se trouvant jamais en état de paix avec les Maures, elle a droit d'en interdire les approches aux navires étrangers. Lord Melbourne a-t-il contesté à la Russie le droit de blocus sur la côte d'Asie? L'Angleterre faisait un important commerce? L'Asie n'a cependant été cédée à la Russie que par la Turquie à qui l'Asie n'appartenait pas, tandis que la côte de Portendic nous a été cédée par l'Angleterre elle-même. Lord Melbourne espère-t-il donc trouver la France plus faible que la Russie? On peut s'étonner toutefois du silence du journal officiel, sur une question résolue par le conseil d'état, et qui touche à l'intégrité des possessions territoriales de la France.

AFFAIRES D'ANGLETERRE.

A la chambre des lords, lord Lyndhurst a présenté une motion fort hostile contre le ministère, dont il a récapitulé et blâmé tous les actes.

Lord Wellington et lord Brougham ont appuyé l'orateur tory. Voici les paroles de ce dernier; elles sont curieuses à plus d'un titre :

« Je viens faire remarquer au noble vicomte (Melbourne) la contradiction entre les paroles qu'il a prononcées tout à l'heure et sa déclaration précédente. Le noble vicomte dit que le parti tory en travaillant à accroître l'impopularité du ministère, ne saurait se populariser lui-même. Je lui demanderais alors s'il estime si peu le parti tory, pour quelle raison, lors de la crise ministérielle, il pressait S. M. d'appeler les tories au pouvoir. Je suis loin de partager l'opinion du noble vicomte : le parti tory jouit de la confiance universelle, à l'exception de celle de la chambre des communes. J'en suis vraiment fâché; car j'applaudirais au progrès de la réforme, et je crois que les tories, maîtres du pouvoir, pourraient rendre à cette cause plus de services que le ministère actuel. Les réformistes eux-mêmes salueraient avec joie l'avènement des tories. »

Lord Melbourne a essayé de défendre son administration, mais tout annonce que la motion de lord Lyndhurst sera adoptée.

L'opération financière entamée par le chancelier de l'échiquier pour la consolidation de 4 millions st., s'est terminée plus tôt qu'on ne l'avait prévu. Voici les paroles mêmes du chancelier à la séance des communes du 23 août :

« J'ai l'honneur d'annoncer à la chambre que l'opération des 4 millions de l'échiquier vient d'être terminée. L'opération s'est faite aujourd'hui à 3 liv. st. 6 sh. Tel sera le montant de l'intérêt que le pays aura à payer. Il y aurait erreur à dire que le taux général de l'intérêt est si différent entre l'Angleterre et le continent. Il y aurait injustice à attribuer à la banque seule l'élévation du taux du change. La loi des céréales est au fond de la question. On ne peut pas penser que le pays pourrait payer 5 millions de blé étranger, sans que cela pût créer un change contre le pays. Toute banque qui pourrait exister en Angleterre aurait nécessairement les mêmes effets. Si notre commerce sur le blé étranger était plus libre et si les produits de nos fabriques étaient admis en paiement, nous ne serions pas exposés à des dangers aussi pressants. »

Lord Palmerston a annoncé hier au soir, en réponse à une question de M. Hume, que le 28 du mois dernier une note avait été présentée aux ministres de la Porte; cette note, signée par les représentants des cinq puissances, appelée note collective, disait que les représentants avaient reçu des instructions de leur gouvernement, pour informer la Porte que les cinq puissances étaient d'accord (agreed) généralement sur les affaires maintenant pendantes entre la Turquie et l'Egypte, et qu'ils avaient aussi reçu des instructions pour demander à la Porte de suspendre toute négociation avec Méhémet-Ali, et de ne faire aucune démarche sans la connaissance et le concours des cinq grandes puissances. La note avait été reçue par le gouvernement de la Porte avec de grands remerciements. En conséquence, la chambre pouvait être assurée que rien ne serait fait pour troubler la paix dans l'Orient, à moins qu'il ne survint quelque nouveau sujet, que jusqu'à présent on ne pouvait entrevoir.

Madame de Montcornet regarda d'Arthez avec un étonnement et une curiosité presque stupide, puis elle reporta ses yeux sur madame d'Espard en lui montrant comme pour dire : Il est ensorcelé !

Pendant cette courte conversation, madame de Cadignan était protégée par madame d'Espard, dont la protection ressemblait à celle des paratonnerres qui attirent la foudre, et quand d'Arthez revint à la conversation générale, il emendit Maxime de Trailles lançant ce mot : — Chez elle la dépravation n'est pas un effet, mais une cause. Peut-être doit-elle à cette cause son naturel exquis; elle ne cherche pas, n'invente rien, elle vous offrira les recherches les plus raffinées comme une inspiration de l'amour le plus naïf, et il vous est impossible de ne pas la croire.

Cette phrase semblait avoir été préparée pour un homme de la portée de d'Arthez. Elle était si forte que ce fut comme une conclusion. Chacun laissa la princesse, elle parut assommée. D'Arthez regarda de Trailles et d'Egrignon d'un air railleur, et dit : — Son plus grand tort est d'aller sur les brisées des hommes; elle dissipe comme eux des biens paraphernaux, elle envoie ses amans chez les usuriers, elle dévore des dots, elle ruine des orphelins, elle fonde de vieux châteaux, elle inspire des crimes, mais elle a sur les hommes un avantage : quand on s'est mis en danger pour elle elle vous sauve, et ne dit de mal de personne. Pourquoi dans le nombre ne se trouverait-il pas une femme qui s'amuserait des hommes comme les hommes s'amusaient des femmes ?

— Le génie est plus fort que l'esprit, dit Blondet à Nathan.

Cette avalanche d'épigrammes fut en effet comme le feu d'une batterie de canons opposée à une fusillade. Quand on servit le café, Blondet et Nathan se mirent auprès de d'Arthez, et voulurent le retenir.

— Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous savons combien votre caractère égale votre talent, lui dit Blondet; mais vous vous êtes conduit là, non plus comme un homme, mais comme un Dieu. Ne s'être laissé emporter ni par son cœur, ni par son imagination; ne pas avoir pris la défense d'une femme aimée, faute qu'on attendait de vous, et qui eût fait triompher ce monde... Ah !

— Ah ! vous êtes un homme d'état ! dit Nathan. C'est aussi habile que difficile de venger une femme sans la défendre.

— La princesse est une des héroïnes du parti légitimiste, n'est-ce pas un devoir pour tout homme de cœur de la protéger quand même ? répon-

AFFAIRES D'ESPAGNE.

On parle d'une nouvelle révolte qui vient d'éclater dans les troupes carlistes de la Biscaye. Un bataillon entier, auquel d'autres compagnies se seraient ralliées ensuite, se serait, assure-t-on, soulevé et aurait, dit-on, méconnu l'autorité de Castor; qui voulait l'envoyer dans la province de Santander. Goiri aurait failli être assassiné.

— On donne comme certain que les carlistes vont évacuer le château de Guebara, et que Espartero a l'intention d'établir trois lignes, l'une de Bilbao à Victoria par Murguia, l'autre de Victoria à Pampelune, et la troisième de Pampelune à la frontière de France. Les préparatifs pour cette dernière opération sont déjà commencés.

— D'après une lettre de la frontière, citée par le *Temps*, Espartero aurait pris les hauteurs d'Artaban, et son lieutenant Castaneda se serait emparé de Sadoupa. Une autre lettre publiée dans le *Courrier de Bordeaux*, porte qu'Espartero était le 16 à Villa-Real-de-Alava, ayant quelques détachemens jusqu'à Ochandian. La *Quotidienne* et la *Guienne* du 25, disent même qu'il y a eu à Villa-Real-de-Alava un petit engagement entre les troupes d'Espartero et de Maroto, dans lequel les carlistes ont perdu le brigadier Oteiza.

Les journaux de Bayonne du 22 ne donnent pas de détails sur cette affaire; la *Sentinelle des Pyrénées* du 22 confirme cependant que Castaneda a fait son entrée à Sadoupa en Biscaye; elle ajoute qu'il n'a pu surprendre la garnison, qui a eu le temps de gagner les montagnes.

— On écrit de Behobie : « Quelques nouvelles troupes ont été envoyées sur l'extrême frontière pour renforcer celles qui s'y trouvaient déjà, et pour pouvoir surveiller les défilés qui ont éclaté entre les Marotistes et les Apostoliques. De cette manière, on sera en mesure de faire respecter le territoire français, dans le cas où l'un des partis en lutte viendrait à y être refoulé.

— M. le sous-préfet de Bayonne et le consul espagnol se sont rendus aussi sur les lieux. Ils sont arrivés à Sare le 17. »

— Le gouvernement français a donné ordre à M. l'évêque de Léon d'interne; le même ordre est adressé aux autres exilés.

— Le 24 août, vers deux heures, l'évêque de Léon et son secrétaire qui, depuis deux jours, étaient gardés à vue, sont partis de Guétary pour Bayonne, escortés par la gendarmerie. On ignore encore la résidence qui a été assignée aux émigrés.

— On écrit de la frontière d'Espagne qu'à la suite des troubles de la Navarre, don Carlos a été forcé de faire quelques modifications dans son ministère. Elio, Villareal et Eguia y sont entrés; mais l'influence de la princesse de Beira y est toujours représentée par l'archevêque de Cuba et par Erro. Ce dernier est un des plus fanatiques de la faction apostolique.

Le *Moniteur Parisien* publie ce soir les dépêches télégraphiques suivantes :

Bayonne, 22 août 1859, à 1 heure.
Le général commandant la 20^e division militaire, à M. le ministre de la guerre.

Sur la nouvelle d'un mouvement des chrétiens sur la Solana, Elio est parti pour Estella le 21. Les bataillons révoltés l'ont immédiatement remplacé dans ses positions de Lessaca.

Narbonne, 24 août 1859, cinq heures du matin.
Perpignan, 25 au soir.

Le général commandant la 21^e division militaire, à M. le ministre de la guerre.

« On écrit de Valence, le 19, que le général O'Donnel, après un combat gagné contre Cabrera, s'est emparé le 14 du fort de Valdés, et est revenu à Valence.

« Le chef carliste Arevalo a fait, de Chelva, une incursion dans la plaine de Bémol, qui a été pillée.

« Un convoi est parti de Barcelonne, le 21, pour Vich, sous l'escorte de 400 hommes.

« L'opération de Valdés dans la montagne est paralysée par la sécheresse; l'eau manque sur différents points. »

AFFAIRES D'ORIENT.

La *Gazette d'Augsbourg* publie plusieurs lettres d'Alexandrie en date du 27 juillet. Méhémet-Ali a presque entièrement désarmé la flotte turque; il lui a pris sa poudre, son argent, une partie de ses canons et de ses voiles, parce que, dit-il, un autre pourrait peut-être les prendre. On désarmera aussi la flotte égyptienne. On ne savait pas, dans ce moment, où se trouvait Ibrahim, ni quel était le sort de Haffiz-Pacha, dont l'armée ne s'est jointe qu'en partie à celle des Egyptiens. On sait seulement qu'Ibrahim répand des proclamations en Anatolie, appelant le peuple aux armes. Les proclamations sont dirigées moins contre le sultan que contre les puissances européennes dont il craint l'intervention.

Nouvelles et Faits divers.

Le roi, la reine, les princesses et M. le duc de Montpensier, accompagnés de M. le ministre des travaux publics, des généraux Delaborde et de Rumigny, de Mme la comtesse de Dolomieu, ainsi que du général comman-

dit froidement d'Arthez. Ce qu'elle a fait pour la cause de ses maîtres excuserait la plus folle vie.

Il sortit, et alla chez la princesse, qui l'attendait en proie aux plus vives anxiétés. Le résultat de cette expérience qu'elle avait favorisée pouvait lui être fatal. Pour la première fois de sa vie, elle souffrait dans son cœur. Elle ne savait quel parti prendre au cas où d'Arthez croirait le monde qui dirait vrai, au lieu de la croire elle qui mentait. Jamais un caractère si beau, un homme si complet, une âme si pure, une conscience si ingénue, ne s'était offert à sa vue, à sa portée. Si elle avait osé de si cruels mensonges, elle y avait été poussée par le désir de connaître le véritable amour. Cet amour, elle le sentait poindre dans son cœur, elle aimait d'Arthez, elle était condamnée à le tromper, car elle voulait rester, pour lui, l'actrice sublime qui avait joué la comédie à ses yeux. Quand elle entendit les pas de Daniel dans la salle à manger, elle éprouva une commotion, un tressaillement qui l'agita jusque dans les principes de sa vie, et ce mouvement qu'elle n'avait jamais eu pendant l'existence la plus aventureuse pour une femme de son rang, lui apprit alors qu'elle avait joué son bonheur. Ses yeux, qui regardaient dans l'espace, embrassèrent d'Arthez tout entier, elle vit à travers sa chair, elle lut dans son âme; le soupçon ne l'avait même pas effleuré. Le terrible mouvement de sa peur eut alors sa réaction, et la joie faillit l'étouffer, car il n'est pas de créature qui n'ait plus de force pour supporter le chagrin que pour résister à la félicité extrême.

— Daniel, s'écria-t-elle, en se levant et lui ouvrant les bras, on m'a calomniée et tu m'as vengée !

Dans le profond étonnement que lui causa ce mot dont il ne pouvait connaître les racines, il se laissa prendre la tête par deux belles mains, et la princesse le baisa saintement au front.

— Comment avez-vous su ?...

— O niais illustre ! ne voyez-vous pas que je vous aime !

Depuis ce jour il n'a plus été question de la princesse de Cadignan, ni de d'Arthez. La princesse a hérité de sa mère quelque fortune, elle passe tous les étés à Genève dans une villa avec le grand écrivain, et revient pour quelques mois d'hiver à Paris. D'Arthez ne se montre qu'à la Chambre. Ses publications sont devenues excessivement rares.

FIN.

dant la division, et du préfet de Rouen, sont partis du château d'Eu hier à huit heures, pour se rendre à Tréport, où LL. MM. et LL. AA. RR. sont arrivées à neuf heures.

LL. MM. sont immédiatement descendues de voiture et se sont embarquées à bord du grand canot du brick royal, pour aller rejoindre le *Velocce*.

Le roi s'est rendu directement à St-Vallery où S. M. est arrivée à midi.

Dans sa réponse au discours de M. le préfet, le roi a rappelé qu'il y avait 51 ans, il avait été parrain à Saint-Vallery d'un bâtiment marchand, souvenir qu'il se rappelait avec plaisir. Ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que la dame qui était marraine de ce même navire, et qui a plus de quatre-vingts ans, vit encore; elle a été présentée à LL. MM. Cette dame est la femme d'un ancien capitaine de la marine marchande.

LL. MM. sont rentrées au palais d'Eu à 6 heures.

Toutes les personnes qui avaient accompagné le roi dans sa promenade à St-Vallery ont eu l'honneur de dîner avec S. M., ainsi que MM. les ministres de la justice et des finances arrivés dans la journée au château.

— Le duc d'Orléans est parti le 24 de Bordeaux. S. A. R. a posé, avant de partir, la première pierre du chemin de fer de la Teste.

LL. AA. RR. M. le duc et Mme la duchesse d'Orléans sont arrivés le même jour à Langon.

— Un logement est retenu place Vendôme, à Paris, pour Mme la duchesse de Leuchtenberg, veuve du prince Eugène, mère de l'empereur du Brésil, belle-mère de la grande duchesse Marie. Elle est accompagnée d'une de ses filles qui désirent vivement voir Paris.

— Reschid-Pacha s'est embarqué à Marseille le 22 sur le paquebot du Levant le *Sésostris*.

— Le capitaine de vaisseau Gourbeyre, qui a été nommé gouverneur de la Guinée française, par ordonnance du roi du 18 juin 1853, a prêté serment entre les mains de S. M. le 16 du présent mois.

— On lit dans le *Pilote du Calvados*:

« La semaine dernière, nous avons reçu, sans savoir à quel titre, mais vraisemblablement par méprise, une correspondance particulière, autographe, qui nous était adressée de Paris. Cette correspondance, faite avec soin, traitant un assez grand nombre de matières, et pouvant servir à la composition d'un journal entier, était anonyme. Nous pensâmes d'abord que ce travail nous était envoyé à titre d'essai par quelque nouveau bureau de correspondance politique entre Paris et les départements.

« Cette correspondance, écrite dans un esprit ministériel, ne pouvant convenir à notre feuille, nous la laissâmes de côté, et depuis cet envoi unique, elle ne nous a plus été adressée. Le premier article de ce paquet portait en titre : *Conseil général d...* (le nom du département en blanc).

« Depuis quelques jours nous avons retrouvé cet article dans les feuilles ministérielles des départements qui, à ces mots : *conseil général d...*, ont ajouté l'une le nom du *Calvados*, l'autre celui de son département.

« D'où nous avons été amenés à conclure que cette correspondance anonyme et gratuite sort des bureaux du ministère qui, ne payant plus une bonne presse veut au moins venir au secours de celle qui lui a conservé du dévouement, et faire répandre secrètement dans les départements l'esprit ministériel. Les feuilles qui servent d'organe au pouvoir ont probablement reçu le mot d'ordre, et c'est par méprise que l'envoi de cette officieuse correspondance nous a été fait. »

— M. Morlot, évêque d'Orléans, a prêté son serment mardi et a fait prendre possession de son siège le lendemain par procureur.

— S. A. R. Guillaume de Nassau, duc régnant, est mort, le 20 août, des suites d'une attaque d'apoplexie qu'elle a eue dimanche. Son successeur, le duc Adolphe a passé ici aujourd'hui avec le prince Maurice son frère, pour se rendre à Biberich où se trouve la duchesse douairière. Le duc était âgé de 47 ans, il était né le 11 juin 1792. Il laisse deux princes et deux princesses de son premier mariage avec la princesse Louise de Saxe-Altenbourg, ainsi qu'un prince et deux princesses de son second mariage avec la princesse Pauline de Wurtemberg. Le prince héritier, aujourd'hui le duc régnant, Adolphe de Nassau est né le 24 juillet 1817.

— Une convention a été adoptée entre la France et l'Angleterre pour régler les droits des deux pays au sujet de la pêche dans certaines limites, ce qui avait été l'occasion de fréquentes collisions entre les équipages des bateaux pêcheurs des deux pays. Lord Palmerston a présenté au parlement un bill qui sera promptement expédié, pour mettre le gouvernement à même d'acquiescer aux termes de cette convention.

— Le *Moniteur* publie un long rapport contenant le compte général de l'administration de la justice criminelle en France pendant l'année 1853, ainsi qu'un rapport adressé par M. le préfet de police à M. le ministre de l'intérieur, au sujet des modifications introduites dans le régime pénitentier des jeunes détenus.

— Parmi les travaux les plus importants entrepris cette année aux barrières de Paris, il faut citer ceux que l'on s'empresse de terminer entre les barrières de Sévres et de Vaugirard. A cet endroit, et depuis long-temps, malheureusement, le boulevard extérieur se trouvait interrompu, et à la place d'une large route, de contre-allées garnies d'arbres, on ne voyait qu'une rue étroite, point pavée, à peine praticable aux voitures. Contriste état de choses vient de cesser. La reprise de terrain que la ville a fait exécuter sur le cimetière fermé de Vaugirard, et la démolition de quelques maisons ont permis de tracer une large voie qui va être pavée, d'après le nouveau système. Les contre-allées sont également tracées. L'élargissement de cette route ne sera pas le seul important travail entrepris dans ce quartier. Quelques maisons abattues à la barrière de Vaugirard permettent déjà de redresser la route dans cet endroit passager. La prochaine campagne verra sans doute commencer le boulevard qui va rejoindre les pavillons de la barrière des Fournes.

— Mlle Rachel a trouvé une imitatrice en Allemagne. La célèbre tragédienne, Mme Sophie Schroeder, engagée actuellement au théâtre impérial de Vienne, a commencé à ressusciter la tragédie française. Depuis peu, cette grande artiste a rempli successivement à Vienne, à Dresde, à Munich, à Weimar et à Hambourg, où elle se trouve en ce moment, les rôles de Phèdre, d'Andromaque, d'Agrippine, de *Britannicus*, de *Sémiramis* et de *Mérope*, et partout son jeu correct et énergique, son organe sonore et la profonde expression qu'elle sait mettre dans sa déclamation, ont fait accueillir avec enthousiasme les immortels ouvrages auxquels ces rôles appartiennent. Mme Schroeder se livre maintenant à l'étude des autres chefs-d'œuvre de l'ancienne scène française, dans le but de la faire revivre aussi sur les théâtres de l'Allemagne, d'où ils ont disparu depuis le commencement du siècle.

— Une question d'une haute importance excite aujourd'hui l'attention d'un grand nombre d'industriels et principalement des maîtres de forges. Il s'agit de l'air chaud employé à activer la combustion. Ce procédé, non-seulement économique, mais qui, dans les hauts fourneaux, est un moyen d'améliorer la fabrication, paraissait depuis long-temps être acquis au domaine public. Cependant il fut l'objet d'un brevet pris en Angleterre et importé en France il y a bientôt dix ans.

La répugnance de la plupart des maîtres de forges à se rendre tributaires de gens qui cherchaient à exploiter leur industrie, les portèrent à se priver temporairement d'un grand avantage. Quelques-uns se soumettent à la redevance annuelle qui leur fut imposée, d'autres luttèrent contre les prétentions des brevetés, et tous attendaient sans anxiété le 28 novembre prochain, terme d'expiration du privilège.

A cette époque devait donc cesser toute difficulté, quand la demande d'une prolongation, adressée par les titulaires du brevet à M. le ministre du commerce est venue jeter l'alarme et donner lieu à de nombreuses pétitions.

Ces réclamations sont un témoignage de la gravité de la question, et il est bon, sans doute, d'éveiller la sollicitude de l'autorité. On peut bien accorder des brevets d'importation pour exciter le zèle des industriels à introduire et propager en France les bonnes et utiles inventions, mais l'autorité, toujours protectrice de l'intérêt général contre les envahissements des individus, y regarde à deux fois avant de favoriser la prolongation des brevets, et surtout des brevets d'importation, dont les inventeurs fétifs n'ont à alléguer aucuns frais d'essais et de propagation. La loi, en accordant un privilège à l'importation, n'a voulu que hâter la connaissance et la promulgation des découvertes étrangères. Le brevet d'importation, sans aucun droit à prolongation, a toujours paru suffisant, et dans le cas dont il s'agit, ce n'est pas lorsque les forges françaises sont dans la détresse et que le haut prix du combustible met en question l'existence de l'industrie des fers, qu'on voudrait, en faveur de quelques particuliers, lui enlever un moyen de soutenir la concurrence.

— Hier, dans la soirée, une jeune fille enceinte de plusieurs mois, rentrait chez ses parents, tomba sans connaissance devant la loge du portier de la maison qu'ils habitent rue Papillon. Un médecin fut appelé sur le champ : ignorait la position de cette jeune personne, et attribuant son indisposition à un coup de sang, il s'occupait de la saigner : un instant après elle expira. L'autopsie du cadavre a constaté que cette mort doit être at-

tribuée à une potion administrée pour procurer l'avortement. La sage-femme qui l'a fournie a été arrêtée immédiatement.

— L'institution Contant, qui ne compte au collège Charlemagne qu'un petit nombre d'élèves, a obtenu la distribution des prix trente-huit nominations dont huit prix. C'est particulièrement en rhétorique que les élèves de cette maison se sont distingués.

MM. les abonnés dont l'abonnement expire le 31 courant, sont priés de le renouveler, et de joindre à leur demande une de leurs adresses imprimées, avec les rectifications qui leur paraîtront nécessaires.

VARIÉTÉS.

HISTOIRE DE LA MILICE FRANÇAISE,

PAR LE PÈRE DANIEL. — (deuxième article.)

(Voir la Presse du 19 août.)

En général, il faut partir, en histoire, de ce grand principe, que rien de complet ne commence à un moment précis. De même qu'un homme existe depuis neuf mois, quand il se montre, de même les institutions subissent toutes une gestation invisible, durant laquelle elles recueillent et élaborent les éléments de leurs formes ultérieures et de leurs développements à venir. Toute chose apparente procède ainsi d'une chose cachée, l'arbre de la racine, l'édifice du fondement, le jour de la nuit.

Les institutions dominantes du moyen-âge seraient donc inexplicables, si l'on ne cherchait point dans l'histoire ancienne le tronc séculaire d'où partent leurs rameaux. On pourrait dire que les faits ont un mode de génération continue, comme les hommes, dans laquelle rien ne commence, et dans laquelle tout se succède. L'effet perpétue la cause, le fils perpétue l'aïeul. Il y a donc dans les armées de notre vieille monarchie de certains éléments qui étaient dans les armées romaines, comme il y a dans la langue française de certains mots qui étaient dans le latin.

Nous avons déjà montré la modification profonde que l'épuisement de la noblesse romaine, et le régime impérial qui en fut la suite, avaient apportée dans la constitution des armées. Sous les empereurs, ces armées s'alimentaient à trois sources, qui étaient l'engagement volontaire, le recrutement légal et l'enrôlement par capitulation ou par achat.

Les engagements volontaires étaient sollicités par de certains avantages que les empereurs offraient aux soldats, et qui consistaient ou en des immunités à l'égard des charges publiques, ou en des concessions de terres, faites sur les biens du domaine, moyennant une rente annuelle payée au trésor.

Le recrutement légal était une charge qui pesait sur les terres, dit une loi de Valentinien et de Valens, donnée à Antioche, le 4 des nones de juin, en l'année 375. Il suit de là que les possesseurs des terres y étaient sujets, sans exception, en raison de l'étendue de leurs domaines et de la valeur de leurs maisons. La loi de Valens y soumet expressément les Sénateurs, les hommes qu'on appelait Honorés, et qui étaient ceux qui avaient rempli des fonctions militaires ou des fonctions civiles, les Principaux, c'est-à-dire les membres supérieurs du conseil administratif des villes, les Décursions, c'est-à-dire les membres inférieurs des mêmes conseils, enfin les simples citoyens eux-mêmes. Une loi de Valentinien, donnée à Ravenne, le 23 février de l'année 428, fait supporter l'impôt du recrutement aux prêtres du clergé païen ; et une loi de Valens, datée de Preslau, le 31 janvier de l'année 368, l'étend jusqu'à l'empereur lui-même, en raison des terres de son domaine privé.

La loi de Valentinien et de Valens, de l'année 375, mérite particulièrement d'être considérée, en ce que les principales dispositions en sont reproduites dans un capitulaire de Charlemagne, de l'année 812. Cette loi soumet les terres à l'impôt d'un soldat, par chaque unité de surface donnée, ce qui fait que les petits propriétaires se réunissent pour opérer, proportionnellement à leur cote, la part de versement qui leur est imposée, dans l'estimation d'une recrue.

Le principe général du système des finances romaines, qui était d'exiger les impôts en nature, sauf les abonnements débattus, se trouve appliqué en matière de recrutement. Ceux qui doivent un soldat, paient réellement un soldat. Le domaine privé des empereurs payait un impôt équivalent en argent. Les terres des sénateurs avaient le choix entre la fourniture de l'argent et la fourniture de l'homme. Cependant, l'avantage même de l'armée, qui ne recrutait pas en tous pays des hommes de taille suffisante, fit soumettre spécialement certaines provinces à l'impôt des soldats en nature, et certaines autres à un abonnement. Cette division se trouve principalement consacrée dans une loi de Gratien, de Valentinien et de Théodose, donnée à Antioche, le 24 avril de l'année 380.

Lorsque l'impôt d'hommes était exigé en nature, on envoyait dans les provinces des officiers de recrutement, qui sont appelés *Turonarii*, par une loi de Constantin, donnée à Sirmium, le 26 mars de l'année 319. Ces officiers avaient pour fonction d'examiner les recrues, et de n'accepter que celles qui remplissaient les conditions exigées par les règlements militaires.

Lorsque l'abonnement en argent était accepté ou imposé, des officiers appelés *Temonarii* par la loi précédente, allaient en faire la levée, d'après le taux fixé par l'empereur. Nous avons déjà dit que l'impôt représentant un soldat avait varié entre vingt-cinq, trente et trente-six sous d'or.

L'impôt, représentant le prix des recrues, ainsi perçu dans certaines provinces, sur le Domaine-Privé et sur les terres des sénateurs, servait précisément à enrôler, à prix d'argent, de jeunes soldats dans les provinces pauvres et belliqueuses. Cet enrôlement est appelé achat, dans la loi de Valens de l'année 375.

Indépendamment de l'impôt en hommes, les armées romaines se recrutèrent encore au moyen d'un impôt en chevaux. Les lois qui réglaient cette matière sont de Valens, de Théodose, d'Honorius et d'Arcadius, et vont de l'année 367 à l'année 412. Le principe en est le même que celui des lois sur l'impôt des recrues, c'est-à-dire que certaines provinces fournissaient les chevaux, tandis que certaines autres en fournissaient la valeur. On envoyait dans les provinces qui fournissaient les chevaux des vétérinaires chargés de les examiner. Ces vétérinaires sont nommés *Stratores* dans une loi de Valentinien, datée d'Apollonia ou de Piergo, en Epire, le 17 juin 273. Du reste, il se voit dans les lois de Valens, de Théodose et d'Honorius, que nous avons citées, que le prix des chevaux payés au trésor a varié, en Orient ou en Occident, entre sept, vingt et vingt-trois sous d'or.

Sans prétendre qu'il faille accepter, dans ce qu'elles ont d'excessif les idées de l'abbé Dubos sur l'établissement des Francs dans la Gaule, et sans croire que les rois de France soient les successeurs immédiats et les continuateurs directs et légitimes des empereurs d'Occident, les faits démontrent toutefois que la conquête n'introduisit pas tout d'abord un changement bien radical dans la situation politique et administrative de l'empire romain envahi par les barbares. Ces barbares étaient les alliés des Romains depuis quatre siècles; ils avaient l'habitude de leurs lois; ils formaient la plus nombreuse et

la meilleure partie de leurs armées; ils remplissaient leur sénat; ils s'étaient même, à diverses reprises, élevés jusqu'au trône. Seulement, la longue démocratie du gouvernement romain avait produit, dans les villes, par l'affranchissement successif des esclaves, une masse bourgeoise active, industrielle, aisée; et tandis que les barbares, vivant dans la campagne, plutôt guerriers, agriculteurs ou bergers que commerçants, manquaient de cette population moyenne, signe caractéristique des peuples sédentaires et civilisés. Les barbares contenaient donc, au moment de la conquête, plus d'éléments aristocratiques ou féodaux que les Romains; les esclaves y étaient plus nombreux, les affranchis plus rares; voilà tout.

Durant ce que nous appelons la première race, les populations de la Gaule, à peine installées, oscillent encore, tout ébranlées par la véhémence impulsion qui les avait jetées dans l'empire. Les armées y sont ce qu'elles étaient au passage du Rhin, des tribus levées en masse. Il ne faudrait donc pas chercher à cette époque des lois sur la levée des troupes : tout le monde est soldat, battant ou battu.

Ce fut sous la seconde race, et principalement sous le règne de Charlemagne, qu'il se forma une organisation militaire précise, complète, générale. Les principes sur lesquels elle repose sont les mêmes que ceux de la loi de Valentinien et de Valens, de l'année 375, c'est-à-dire qu'elle a pour base la possession territoriale.

Nous ne voulons pas examiner ici la question de savoir s'il y a quelque rapport entre les possesseurs de terres qui payaient l'impôt des soldats à Valentinien, et les possesseurs de terres qui payaient le même impôt à Charlemagne. Notre avis est qu'on montrerait, sans trop de difficulté, que ces possesseurs se ressemblaient, au fond, entièrement, et que l'impôt qu'ils payaient avait la même source. Il y avait cependant cette différence du temps de Charlemagne, que les possesseurs des terres étaient tenus personnellement au service. Le capitulaire de l'année 812, qui règle cette matière, statue, à l'exemple de la loi de 375, que l'impôt se réglait sur l'étendue de la terre possédée, et que les petits tenanciers se réunissaient pour fournir et pour équiper un soldat.

Les choses restèrent en cet état jusqu'au commencement de la troisième race, avec cette différence néanmoins que, pour des causes que nous ne devons pas examiner ici, les populations s'étaient groupées autour de grands centres féodaux, et que les seigneurs placés au plus haut degré de cette hiérarchie féodale, étaient seuls responsables du nombre et de l'équipement des hommes qui devaient se rendre sous les drapeaux. Charlemagne s'adressait à tous ceux qui lui devaient le service; Philippe-Auguste ne s'adressait qu'aux grands vassaux qui le lui avaient garanti.

Les principes de la loi de Valentinien, de l'année 375, ne cessèrent donc point d'être appliqués sous la troisième race. L'impôt en hommes armés fut proportionnel à l'étendue de terres possédées; seulement, les tenanciers de ces temps s'étaient engagés, en les recevant, au service militaire, à cheval, armés de toutes pièces, comme de nobles hommes qu'ils étaient.

L'époque où s'établit ce mode de prestation de service militaire en nature, selon le grade des fiefs, est aussi l'époque où s'établit cette glorieuse corporation militaire, qui a porté le nom de chevalerie. Il suit de là deux choses : premièrement, que les armées étaient exclusivement formées de gentilshommes; deuxièmement, qu'elles servaient à leurs frais.

Il est de notoriété générale qu'il fallait faire preuve de noblesse pour être reçu chevalier, au moins en France. On lit dans un des *Ordonnances* du parlement que le comte de Nevers, qui avait fait chevaliers, sous Philippe-le-Hardi, deux frères qui ne prouvaient pas très nettement leur noblesse paternelle, fut condamné par le roi à une amende. Il fallait prouver au moins quatre quartiers de noblesse, c'est-à-dire établir la noblesse de son père et de son aïeul, de sa mère et de son aïeule.

En outre, le service des chevaliers était naturellement gratuit, puisqu'il représentait originairement la mise en possession de leurs terres. Sous Philippe-le-Hardi, le service militaire était de quarante jours, sans compter le temps nécessaire pour joindre l'armée et pour s'en revenir.

Il arriva, à la longue, de la noblesse française, ce qui était arrivé de la noblesse grecque et de la noblesse romaine, elle s'usa à force de servir. Les grandes batailles de la seconde race, les croisades et les luttes intérieures de Philippe-Auguste et de Saint-Louis avaient semé l'Europe et l'Afrique de cadavres blasonnés. Or, la destruction marche bien plus vite que la vie. Il faut vingt-cinq ans pour faire un homme, il ne faut qu'une seconde pour le tuer. Les gentilshommes commençaient donc à manquer pour les armées vers le treizième siècle. C'est alors qu'il fut permis aux roturiers de posséder des fiefs, et par conséquent d'entrer dans l'armée. Cependant il parut choquant, pendant de longues années, d'admettre les non nobles au beau privilège de se faire tuer pour leur pays. On se contenta d'abord de leur demander un impôt militaire, qu'on appela droit de haut fief. Cette prévention contre les roturiers existait encore du temps de Louis XI; car ce roi anoblit, en 1467, tous ceux qui tenaient des fiefs en Normandie, afin, dit La Roque « qu'ils servissent l'Etat plus dévouement avec les nobles. » Le père Daniel ajoute à ce sujet cette observation importante, que, d'après tous les rôles qui existent de ces temps, les fiefs ne fournissaient pas d'infanterie.

Ce fut sous Louis-le-Gros que s'organisa la première infanterie française. Il faut se rappeler qu'à cette époque aussi l'affranchissement des communes prit tout à coup un grand essor, ce qui confirme cette grande loi militaire que nous avons déjà signalée, à savoir que l'infanterie n'arrive jamais chez les peuples qu'avec l'épanouissement des bourgeoisies.

L'institution de l'infanterie se fit avec les bourgeois des communes, moyennant le concours des évêques et des curés, car la religion catholique a été la cause de tous les grands progrès démocratiques, jusqu'à la révolution, qui fut un mouvement aïeulé. Cette institution eut pour but de donner à la royauté un appui indépendant de la noblesse armée, parce que celle-ci luttait contre les premiers efforts de l'unité monarchique. Cette infanterie porta le nom de *Communes*, nom qu'elle a gardé depuis, et que les chroniqueurs ont l'habitude de donner, au quatorzième et au quinzième siècles, à l'infanterie des villes flamandes. Le nombre des soldats que chaque commune devait fournir était marqué dans leurs franchises. Dans un *Rôle* de 1253, Laon en fournit 300, Bruyères 100, Soissons 200, St-Quentin 300, Péronne 300, Corbie 400. Ces milices ne pouvaient être menées, à leurs frais, que jusqu'à une certaine distance. Les bourgeois de Rouen n'étaient obligés d'aller, d'après un *Rôle* de 1272, qu'à une distance qui ne les empêchât point de revenir chez eux le soir.

Ces milices durèrent jusqu'à Charles VII, qui renouvela entièrement la constitution de l'armée, par l'établissement des compagnies d'ordonnance.

Nous devons dire, avant de passer à la révolution que Charles VII opéra dans la constitution de l'armée, qu'entre Philippe-Auguste et Charles V se trouvent des légions de mercenaires, appelées Routiers ou Brabançons, comme les Carthaginois en avaient soudoyé autrefois, contre la république romaine. C'était l'écume de toutes les populations remuantes de l'Europe, Anglais, Ecossais, Normands, Allemands,

